



Les assemblées générales interprofessionnelles de délégué(e)s sont devenues une tradition à la FGTB de Charleroi. Ces derniers temps, elles ne sont pas rares, et très intéressantes politiquement. Lors de l'assemblée préparatoire à la grève du 30 janvier, on avait déjà entendu plusieurs interventions musclées contre la social-démocratie. Un délégué de la sidérurgie avait même plaidé pour la rupture de tous les liens avec le PS, qualifié "d'ennemi de la FGTB". Embrayant dans le même sens, notre camarade André Henry avait proposé que le mouvement syndical oeuvre activement à l'émergence d'une nouvelle force politique, sur base d'une programme anticapitaliste.

Jeudi 16 février, une nouvelle assemblée était convoquée pour faire le bilan de la grève du 30 janvier, évaluer son impact et préparer la journée d'action européenne du 29 février. Le moins qu'on puisse dire est que les troupes carolo ne voient pas dans les mini-concessions gouvernementales les "avancées" saluées par Anne Demelenne. Les délégué-e-s dénoncent plutôt une manoeuvre visant à diviser et à désamorcer la riposte syndicale, en vue des nouvelles attaques qui ne manqueront pas lors du contrôle budgétaire.

Mais c'est surtout la radicalisation politique qui mérite d'être épinglée. Des militant-e-s qui ne sont pas précisément étiqueté-e-s d'extrême-gauche n'ont pas craint d'affirmer avec force que le PS a "trahi les travailleurs" et "planté un poignard dans le dos" du monde du travail. Toutes les interventions étaient du même tonneau, et certaines émanaient de militants connus jadis pour leur appartenance de longue date au PS.

Vraiment, la coupe est pleine. Non seulement les secrétaires l'ont compris, mais en plus ils ouvrent carrément le débat sur l'alternative. Dans une intervention remarquée, au cours de laquelle il a tiré la sonnette d'alarme sur le précédent grec, le président des métallos Hainaut-Namur, Antonio Cocciolo, a déclaré que le Comité Permanent prendrait ses responsabilités afin que le mouvement syndical dispose à l'avenir d'un relais politique digne de ce nom. Dans cet esprit, il a annoncé que la direction interprofessionnelle régionale envisageait

La FGTB carolo dit non à l'austérité "aménagée" et réfléchit à une alternative politique

Écrit par Correspondant

Samedi, 18 Février 2012 17:36 - Mis à jour Samedi, 18 Février 2012 18:11

de rédiger un programme et d'interpeller toutes les forces à gauche du PS afin qu'elles s'unissent sur cette base. Le secrétaire régional, Daniel Piron, est intervenu avec force dans le même sens.

Cela fait plusieurs années que la FGTB Charleroi-Sud Hainaut (102.000 affilié-e-s) prend ses distances avec le Parti Socialiste. L'époque des Premier Mai de l'Action Commune est enterrée depuis belle lurette. Plus récemment, lors de son dernier congrès statutaire, la régionale avait annoncé qu'elle serait dorénavant ouverte à des relations avec tous les partis démocratiques de gauche. C'est d'ailleurs dans le cadre de cette ouverture qu'une délégation de la LCR Hainaut a eu l'occasion de débattre avec les membres du Comité Permanent l'analyse exposée dans notre "Lettre ouverte aux syndicalistes", qui porte précisément sur les conclusions à tirer du fait que le mouvement syndical n'a plus d'amis politiques au parlement (on peut lire cette Lettre Ouverte et poster une réaction ici: <http://debat-syndicats.blogspot.com/>)...

La radicalisation à gauche du syndicat socialiste carolo ne tombe donc pas du ciel, mais il est indiscutable qu'elle s'est considérablement approfondie, étendue et accélérée depuis que les militant-e-s sont confronté-e-s à la brutale offensive d'austérité menée sous la houlette d'Elio Di Rupo.

A cet égard, un fait qui ne trompe pas est que la radicalisation touche notamment les syndicalistes du secteur Admi de la CGSP (les administrations locales et régionales). Il va sans dire que les syndicalistes de ce secteur sont traditionnellement, disons, assez proches des majorités PS dans les communes hennuyères. Or, ce sont précisément des responsables et militant-e-s de la CGSP Admi qui ont chahuté les réceptions de Nouvel An de Rudy Demotte à Tournai, et d'Elio Di Rupo à Mons. Une rupture analogue se prépare-t-elle au Pays Noir? Il est trop tôt pour le dire, mais une centaine de syndicalistes, inquiets des nouveaux assainissements qui se préparent au niveau de la commune, se sont rassemblés le 17 février devant l'hôtel de ville afin d'interpeller le pouvoir échevinal...

Nul doute que le débat qui s'ouvre sera passionnant. La question posée est en effet fondamentale: l'indépendance syndicale, à laquelle toutes et tous sont attaché-e-s à juste titre, implique-t-elle que le syndicat ne peut rien être d'autre qu'un "contre-pouvoir", absent du terrain politique et laissant la politique aux partis? Cette conception "purement syndicale" ne laisse-t-elle pas le champ libre à un PS qui trompe cyniquement sa base sociale dans le monde du travail? Dès lors que la solution de la crise dépend de décisions politiques, le syndicat ne doit-il pas oeuvrer activement à l'émergence d'une alternative politique conforme aux intérêts de ses deux millions et demi d'affilié-e-s et appuyée sur leur mobilisation?

La FGTB carolo dit non à l'austérité "aménagée" et réfléchit à une alternative politique

Écrit par Correspondant

Samedi, 18 Février 2012 17:36 - Mis à jour Samedi, 18 Février 2012 18:11

Lire la " [Lettre](#) " adressée par la LCR aux syndicats:

<http://debat-syndicats.blogspot.com/>